

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Mai 2013**





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dettes financières de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -72,64 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2013 s'élève à -72,64 Md € contre -69,52 Md € à fin mai 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une hausse des

dépenses (+8,29 Md €) en partie compensée par une hausse des recettes du budget général (+4,78 Md €). Le solde des comptes spéciaux s'améliore de 0,39 Md € par rapport à mai 2013.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 134,99 Md €

### Les principales dépenses du mois

- ✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,15 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;
- ✓ Mission **Défense** : 3,73 Md € dont 2,06 Md € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » et 1,16 Md € au titre du programme « Equipement des forces » ;
- ✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,86 Md € dont 2,76 Md € pour le programme « Handicap et dépendance » ;

- ✓ Mission **Sécurité** : 1,41 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,77 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,63 Md € ;
- ✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,15 Md € dont 0,82 Md € au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

Les dépenses nettes à fin mai 2013 s'élèvent à 134,99 Md € contre 126,70 Md € à fin mai 2012 à périmètre constant. Cette hausse est essentiellement due aux dépenses de fonctionnement (+6,42 Md € dont 3,26 Md € de dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité et 1,62 Md € d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement) ainsi qu'aux dépenses de personnel (+1,18 Md €).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 83,20 Md €

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*) :

**TVA** : 11,66 Md € ;

**Impôt sur le revenu** : 10,73 Md € ;

**Enregistrement, timbre, autre contributions et taxes indirectes** : 1,95 Md € (dont 0,65 Md € de mutations à titre gratuit par décès et 0,58 Md € de taxe sur les installations nucléaires de base) ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales** : -7,42 Md € ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,65 Md €.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 112,78 Md €

Elles s'élevaient à 105,97 Md € à périmètre constant à fin mai 2012, soit une augmentation de 6,81 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IR (+4,24 Md €) et l'IS (+1,34 Md €). On note ce mois-ci, les recouvrements de taxe sur les

installations nucléaires de base pour 0,58 Md € et de recettes fiscales diverses pour 0,71 Md € (dont 0,64 Md € de contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance – cf. focus sur l'actualité).

### Recettes non fiscales : 3,48 Md €

Les recettes non fiscales à fin mai 2013 s'élèvent à 3,48 Md € contre 4,68 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique par la baisse du montant des redevances d'usage des fréquences radioélectriques (recette exceptionnelle en 2012 relative à la procédure d'attribution d'autorisations

d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine). On note ce mois-ci, l'encaissement de 0,92 Md € de dividendes et recettes assimilées (dont 0,59 Md € de dividendes GDF-Suez).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -34,37 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -34,37 Md € à fin mai 2013 contre -32,78 Md € à fin mai 2012. Les prélèvements au profit des

collectivités territoriales ont augmenté de 0,28 Md € par rapport à l'an passé et ceux au profit de l'Union européenne de 1,31 Md €.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -20,85 Md €

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,59 Md € et des recettes pour 3,58 Md € (dont 1,35 Md € de solde de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises). Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 0,73 Md € correspondant au versement d'avances à l'ACOSS

et 0,79 Md € de recettes relatives à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux.

Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » enregistre des recettes d'un montant de 0,59 Md € correspondant à une fraction de la taxe d'apprentissage et à la contribution supplémentaire à l'apprentissage.

Au 31 mai 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -20,85 Md € contre -21,24 Md € en mai 2012.

### Dette financière de l'Etat au 31 mai : 1 446,62 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 69,80 Md €) et les BTF (émissions nettes de

6,57 Md €). Le montant des BTAN a diminué de 21,44 Md € depuis le début de l'année.



## ☞ La contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance

Selon le code des assurances, les organismes d'assurance sont tenus de constituer une réserve de capitalisation.

Cette réserve est destinée à parer à la dépréciation des valeurs comprises dans l'actif de l'entreprise et à la diminution de leur revenu.

Concrètement, la réserve de capitalisation est dotée lors de la réalisation de plus-values sur la cession d'obligations avant leur terme et diminuée en cas de moins-values. Ce mécanisme permet de lisser les résultats sur les titres obligataires.

Depuis la loi de finances initiale pour 2011, les entreprises d'assurance sont assujetties à une taxe exceptionnelle sur cette réserve de capitalisation. La taxe est assise sur le montant de la réserve, au taux de

10 %. Elle n'est pas déductible du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés. Son montant est affecté à la Caisse nationale des allocations familiales.

La loi de finances pour 2013 a instauré une **contribution complémentaire** à cette taxe, dont le taux a été fixé à 7 %. Cette contribution est calculée selon les mêmes modalités que la **taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurances**. La somme des deux impositions ne peut dépasser 5 % des fonds propres de l'entreprise.

Comptabilisé en « Autres impôts directs et taxes assimilées », sur la ligne « Recettes diverses », le montant de la contribution s'établit au 31 mai 2013, à 0,86 Md € pour une prévision de 0,80 Md € en loi de finances initiale 2013.



	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	Mai	2013	2012 retraité 2012 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-5 866</b>	<b>-72 639</b>	-69 516	-69 559	6
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>19 833</b>	<b>134 985</b>	126 695	126 708	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>17 658</b>	<b>83 196</b>	78 419	78 389	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	10 726	33 205	28 966	28 966	
- IS *	-1 485	10 053	8 713	7 598	
- TVA	11 656	56 366	55 515	55 514	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-3 692</b>	<b>-20 850</b>	-21 240	-21 240	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>1 528</b>	<b>93 399</b>			18
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>12 164</b>	<b>1 446 620</b>			19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2013	2012 retraité	2012 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	9 886	50 818	49 643	49 800
Dépenses de fonctionnement	3 185	26 877	20 457	20 273
Charges de la dette de l'Etat	234	19 898	19 134	19 134
Dépenses d'investissement	1 196	5 166	4 891	4 887
Dépenses d'intervention	5 282	30 443	30 889	30 933
Dépenses d'opérations financières	50	790	684	684
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>19 833</b>	<b>134 985</b>	<b>126 695</b>	<b>126 708</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	24 411	112 775	105 969	105 701
Recettes non fiscales	1 748	3 482	4 683	4 921
Prélèvements sur recettes	-9 076	-34 374	-32 776	-32 776
Fonds de concours	575	1 313	543	543
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>17 658</b>	<b>83 196</b>	<b>78 419</b>	<b>78 389</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)</b>	<b>26 735</b>	<b>117 570</b>	<b>111 195</b>	<b>111 165</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-2 174</b>	<b>-51 789</b>	<b>-48 276</b>	<b>-48 319</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	441	2 564	1 502	1 502
Solde des comptes de concours financiers	-4 111	-23 390	-22 516	-22 516
Solde des comptes de commerce	-22	7	-143	-143
Solde des comptes d'opérations monétaires	136	57	78	78
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 692</b>	<b>-20 850</b>	<b>-21 240</b>	<b>-21 240</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-5 866</b>	<b>-72 639</b>	<b>-69 516</b>	<b>-69 559</b>





	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2013	2012 retraité	2012 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>9 886</b>	<b>50 818</b>	<b>49 643</b>	<b>49 800</b>
Rémunérations d'activité	5 725	28 866	29 140	29 200
Cotisations et contributions sociales	4 114	21 626	20 161	20 271
Prestations sociales et allocations diverses	47	326	342	329
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>9 947</b>	<b>84 166</b>	<b>77 052</b>	<b>76 908</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>997</b>	<b>997</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 185</b>	<b>26 877</b>	<b>20 457</b>	<b>20 273</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 761	13 686	7 739	7 660
Subventions pour charges de service public	1 425	13 191	12 718	12 613
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>234</b>	<b>19 898</b>	<b>19 134</b>	<b>19 134</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	234	19 898	19 134	19 134
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 196</b>	<b>5 166</b>	<b>4 891</b>	<b>4 887</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 105	4 401	4 129	4 127
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	91	766	762	760
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>5 282</b>	<b>30 443</b>	<b>30 889</b>	<b>30 933</b>
Transferts aux ménages	3 167	14 297	13 656	13 644
Transferts aux entreprises	443	3 417	3 826	3 872
Transferts aux collectivités territoriales	499	3 299	3 320	3 315
Transferts aux autres collectivités	1 169	9 427	10 087	10 102
Appels en garantie	3	3	0	0
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>50</b>	<b>790</b>	<b>684</b>	<b>684</b>
Prêts et avances	1	29	11	11
Dotations en fonds propres	49	166	95	95
Dépenses de participations financières	0	595	578	578
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>19 833</b>	<b>134 985</b>	<b>126 695</b>	<b>126 708</b>



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2013		Cumul à fin mai 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>112</b>	<b>147</b>	<b>1 694</b>	<b>1 364</b>	<b>1 268</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	73	77	915	871	748
Diplomatie culturelle et d'influence	19	51	577	337	341
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	19	202	157	165
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	14
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>253</b>	<b>186</b>	<b>1 151</b>	<b>1 046</b>	<b>1 028</b>
Administration territoriale	136	138	700	677	660
Vie politique, culturelle et associative	70	1	138	70	91
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	47	47	312	299	277
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)</b>	<b>137</b>	<b>110</b>	<b>1 357</b>	<b>1 275</b>	<b>1 417</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	41	15	643	615	733
Forêt	2	2	207	166	200
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	38	35	212	199	201
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	57	296	296	283
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>215</b>	<b>294</b>	<b>1 237</b>	<b>1 655</b>	<b>1 486</b>
Aide économique et financière au développement	19	51	258	689	726
Solidarité à l'égard des pays en développement	197	243	979	966	760
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>45</b>	<b>19</b>	<b>2 236</b>	<b>2 167</b>	<b>2 240</b>
Liens entre la Nation et son armée	8	8	44	42	39
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	34	0	2 110	2 076	2 164
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	3	10	82	49	37
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>44</b>	<b>47</b>	<b>269</b>	<b>266</b>	<b>253</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	30	142	143	135
Conseil économique, social et environnemental	0	1	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	17	87	84	81
<b>CULTURE</b>	<b>483</b>	<b>280</b>	<b>1 399</b>	<b>941</b>	<b>847</b>
Patrimoines	140	94	437	252	238
Création	176	90	476	301	224
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	167	96	486	388	385
<b>DEFENSE</b>	<b>3 780</b>	<b>3 730</b>	<b>15 318</b>	<b>18 481</b>	<b>17 289</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	308	216	738	817	769
Préparation et emploi des forces	2 010	2 061	10 107	10 456	10 071
Soutien de la politique de la défense	263	297	1 163	1 185	1 137
Equiperment des forces	1 199	1 156	3 309	6 024	5 312
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>463</b>	<b>93</b>	<b>803</b>	<b>398</b>	<b>413</b>
Coordination du travail gouvernemental	414	47	537	163	176
Protection des droits et libertés	5	6	30	32	34
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	43	40	235	203	203
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>402</b>	<b>748</b>	<b>4 858</b>	<b>4 573</b>	<b>4 715</b>
Infrastructures et services de transports	93	313	2 306	2 193	2 463
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	10	13	91	60	65
Météorologie	0	0	159	106	102
Paysages, eau et biodiversité (3)	9	12	150	113	83
Information géographique et cartographique	0	0	70	47	47
Prévention des risques	15	7	86	59	69
Energie, climat et après-mines	5	130	447	444	399
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	270	272	1 551	1 551	1 487



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2013		Cumul à fin mai 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>100</b>	<b>132</b>	<b>660</b>	<b>586</b>	<b>566</b>
Développement des entreprises et du tourisme (3)	51	83	380	314	298
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	35	209	204	200
Stratégie économique et fiscale	14	14	70	68	68
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)</b>	<b>158</b>	<b>218</b>	<b>5 537</b>	<b>3 214</b>	<b>3 272</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	131	115	565	370	386
Aide à l'accès au logement	0	0	4 583	2 506	2 602
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	26	95	41	231	167
Politique de la ville (3)	0	7	348	107	117
Conduite et pilotages des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>236</b>	<b>312</b>	<b>25 422</b>	<b>25 122</b>	<b>19 464</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	233	233	19 898	19 898	19 134
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	3	3	3	3	0
Epargne	0	76	642	342	330
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	3 262	3 262	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 170</b>	<b>5 147</b>	<b>27 860</b>	<b>27 501</b>	<b>26 830</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 568	1 575	7 862	7 860	7 636
Enseignement scolaire public du second degré	2 545	2 538	12 694	12 669	12 473
Vie de l'élève	241	222	2 353	2 220	1 989
Enseignement privé du premier et du second degrés	556	532	3 283	3 216	3 220
Soutien de la politique de l'éducation nationale	167	153	1 039	913	897
Enseignement technique agricole	92	127	630	624	615
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>878</b>	<b>907</b>	<b>4 946</b>	<b>4 780</b>	<b>4 779</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	642	655	3 595	3 522	3 508
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	14	21	62	64	60
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	52	85	405	345	342
Facilitation et sécurisation des échanges	122	122	744	699	705
Entretien des bâtiments de l'Etat	16	11	51	42	50
Fonction publique	27	13	88	107	114
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>74</b>	<b>46</b>	<b>277</b>	<b>177</b>	<b>130</b>
Immigration et asile	63	43	251	167	112
Intégration et accès à la nationalité française	11	3	25	10	18
<b>JUSTICE</b>	<b>613</b>	<b>614</b>	<b>3 104</b>	<b>3 130</b>	<b>2 847</b>
Justice judiciaire	289	255	1 286	1 232	1 127
Administration pénitentiaire	221	260	1 088	1 240	1 102
Protection judiciaire de la jeunesse	53	62	364	312	314
Accès au droit et à la justice	6	6	231	229	217
Conduite et pilotage de la politique de la justice	41	32	129	115	86
Conseil supérieur de la magistrature	4	0	5	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>18</b>	<b>120</b>	<b>628</b>	<b>378</b>	<b>378</b>
Presse	10	7	84	82	96
Livre et industries culturelles	8	56	213	111	100
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	57	228	116	111
Action audiovisuelle extérieure	0	0	104	68	71



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2013		Cumul à fin mai 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>90</b>	<b>67</b>	<b>1 440</b>	<b>723</b>	<b>662</b>
Emploi outre-mer	19	23	1 202	452	427
Conditions de vie outre-mer	71	45	238	271	235
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>42</b>	<b>22</b>	<b>73</b>	<b>79</b>	<b>78</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	38	19	65	71	70
Interventions territoriales de l'Etat	3	3	8	8	8
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>998</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>322</b>	<b>1 153</b>	<b>16 276</b>	<b>12 339</b>	<b>12 754</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	134	106	6 206	6 152	6 074
Vie étudiante	84	161	1 534	1 203	1 199
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	57	822	4 366	2 253	2 745
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 272	636	620
Recherche spatiale	0	0	1 348	771	912
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	11	15	1 001	794	534
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	15	29	292	305	441
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	59	59	61
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	26	27	28
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	19	172	139	140
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>62</b>	<b>202</b>	<b>4 765</b>	<b>3 230</b>	<b>3 191</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	2	75	3 187	2 047	1 989
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	329	336
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	60	61	854	854	866
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>664</b>	<b>325</b>	<b>1 297</b>	<b>983</b>	<b>1 021</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	105	39	298	228	248
Concours financiers aux départements	251	130	272	143	137
Concours financiers aux régions	272	123	549	400	367
Concours spécifiques et administration	35	32	179	212	269
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 330</b>	<b>7 331</b>	<b>34 850</b>	<b>34 835</b>	<b>35 975</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 665	6 665	32 842	32 827	34 396
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	665	666	2 008	2 008	1 579
<b>SANTE</b>	<b>127</b>	<b>131</b>	<b>921</b>	<b>426</b>	<b>481</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	127	131	413	258	290
Protection maladie	0	0	508	168	191
<b>SECURITE</b>	<b>1 421</b>	<b>1 413</b>	<b>7 663</b>	<b>7 191</b>	<b>6 811</b>
Police nationale	789	772	4 028	3 832	3 814
Gendarmerie nationale	624	633	3 595	3 319	2 961
Sécurité et éducation routières (3)	8	8	41	40	36



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2013		Cumul à fin mai 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>19</b>	<b>27</b>	<b>153</b>	<b>157</b>	<b>120</b>
Intervention des services opérationnels	16	22	102	100	62
Coordination des moyens de secours	3	6	51	57	58
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>5 238</b>	<b>2 856</b>	<b>11 860</b>	<b>7 586</b>	<b>7 123</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1	1	357	357	341
Actions en faveur des familles vulnérables	14	22	96	88	84
Handicap et dépendance	5 152	2 762	10 441	6 307	5 879
Egalité entre les hommes et les femmes	5	2	6	3	4
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	67	70	960	831	815
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>61</b>	<b>51</b>	<b>359</b>	<b>250</b>	<b>187</b>
Sport	10	48	200	163	105
Jeunesse et vie associative	52	3	160	87	82
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>569</b>	<b>435</b>	<b>6 576</b>	<b>3 975</b>	<b>4 047</b>
Accès et retour à l'emploi	420	293	3 829	2 231	2 234
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	90	76	2 376	1 403	1 475
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	3	31	31	35
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	62	338	310	303
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>29 123</b>	<b>27 164</b>	<b>185 979</b>	<b>169 820</b>	<b>162 670</b>

(1) programme créée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>10 798</b>	<b>33 810</b>	<b>29 414</b>	<b>29 414</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>150</b>	<b>696</b>	<b>546</b>	<b>1 661</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>548</b>	<b>19 034</b>	<b>19 310</b>	<b>18 195</b>
Impôt sur les sociétés	524	18 602	19 310	18 195
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	24	432	0	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 172</b>	<b>3 239</b>	<b>2 965</b>	<b>2 965</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	58	232	259	259
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	307	1 362	2 035	2 035
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	14	14
Impôt de solidarité sur la fortune	65	266	239	239
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	18	21	15	15
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	2	20	52	52
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	7	6	6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	12	8	8
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	37	44	44
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	4	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	4	4	1	1
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	38	208	208
Recettes diverses	707	1 235	83	83
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 203</b>	<b>5 201</b>	<b>5 354</b>	<b>5 358</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>15 916</b>	<b>78 012</b>	<b>77 104</b>	<b>77 103</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 954</b>	<b>7 617</b>	<b>7 251</b>	<b>6 980</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	13	117	244	244
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	67	73	73
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	6	3	3
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	89	496	501	501



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2013	2012 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	645	3 223	2 771	2 771
Contribution de sécurité immobilière (1)	45	217	271	0
Autres conventions et actes civils	36	198	193	193
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	27	142	157	157
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-2	54	33	33
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	12	57	58	58
Timbre unique	32	162	183	183
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	32	186	187	187
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2
Amendes et confiscations	3	12	15	15
Taxe générale sur les activités polluantes	2	197	259	259
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	12	9	9
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	23	71	59	59
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	37	37
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	24	23	23
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	21	20	20
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1	27	29	29
Taxe de l'aviation civile	5	36	19	19
Taxe sur les installations nucléaires de base	579	579	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	8	22	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	178	782	757	757
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	63	278	292	292
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	31	161	134	134
Prélèvements sur les paris sportifs	12	59	46	46
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	4	25	28	28
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	40	31	31
Taxe sur les transactions financières	65	280	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	17	17
Autres taxes	24	59	220	220
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>31 742</b>	<b>147 610</b>	<b>141 944</b>	<b>141 676</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>24 411</b>	<b>112 775</b>	<b>105 969</b>	<b>105 701</b>

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois		Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2013	2012 retraité	2012 exécuté
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>		<b>923</b>	<b>1 079</b>	<b>1 288</b>	<b>1 288</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières		0	0	877	877
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés		0	124	11	11
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers		923	955	400	400
Autres dividendes et recettes assimilées		0	0	0	0
<b>Produits de domaine de l'Etat (B)</b>		<b>143</b>	<b>724</b>	<b>1 966</b>	<b>1 966</b>
Revenus du domaine public non militaire		23	107	91	91
Autres revenus du domaine public		25	79	56	56
Revenus du domaine privé		2	20	19	19
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques		1	55	1 333	1 333
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires		90	458	442	442
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat		0	0	21	21
Autres produits de cessions d'actifs		0	0	0	0
Autres revenus du domaine		2	5	4	4
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>		<b>100</b>	<b>380</b>	<b>397</b>	<b>397</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget		39	136	144	144
Autres frais d'assiette et de recouvrement		54	215	221	221
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne		1	3	1	1
Produits de la vente de divers biens		0	0	0	0
Produits de la vente de divers services		5	23	26	26
Autres recettes diverses		1	4	5	5
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>		<b>3</b>	<b>139</b>	<b>211</b>	<b>211</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers		1	82	132	132
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social		0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics		2	6	10	10
Intérêts des autres prêts et avances		0	21	26	26
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile		-2	22	29	29
Autres avances remboursables sous conditions		1	2	3	3
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat		0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées		2	5	5	5





	Mois		Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2013	2012 retraité	2012 exécuté
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>		<b>153</b>	<b>259</b>	<b>389</b>	<b>389</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers		0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence		129	131	283	283
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes		1	4	3	3
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor		0	3	8	8
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires		21	115	63	63
Frais de poursuite		1	5	32	32
Frais de justice et d'instance		0	1	0	0
Intérêts moratoires		0	0	0	0
Pénalités		0	0	0	0
<b>Divers (F)</b>		<b>427</b>	<b>901</b>	<b>432</b>	<b>670</b>
Reversements de Natixis		0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur		0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations		0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat		105	161	144	144
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires		13	49	42	42
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion		1	4	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques		0	41	17	261
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne		0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn		0	0	0	0
Frais d'inscription		1	3	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives		1	4	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires		1	2	0	0
Récupération d'indus		4	15	15	9
Recouvrements après admission en non-valeur		13	71	70	70
Divers versements de l'Union européenne		0	30	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits		2	6	2	2
Intérêts divers (hors immobilisations financières)		2	11	11	11
Recettes diverses en provenance de l'étranger		0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)		0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées		0	0	0	0
Recettes accidentelles		10	88	45	45
Produits divers		1	25	41	41
Autres produits divers		273	391	34	34
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>		<b>1 748</b>	<b>3 482</b>	<b>4 683</b>	<b>4 921</b>



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-7 422</b>	<b>-22 214</b>	<b>-21 930</b>	<b>-21 930</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-6 013	-18 695	-18 597	-18 597
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-7	-5	-5
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-1	-12	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-337	-1 130	-1 109	-1 109
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-454	-520	-496	-496
<b>Dotations</b> élu local	-49	-49	-53	-53
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-18	0	0
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementales d'équipement des collèges	0	0	-12	-12
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-1	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-286	-1 431	-1 377	-1 377
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-193	-231	-140	-140
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-21	-42	-42
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-88	-100	-96	-96
<b>Dotations</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
<b>Versement</b> complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 <sup>(2)</sup>	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 654</b>	<b>-12 160</b>	<b>-10 846</b>	<b>-10 846</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-9 076</b>	<b>-34 374</b>	<b>-32 776</b>	<b>-32 776</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	551	1 194	493	493
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	24	119	50	50
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>575</b>	<b>1 313</b>	<b>543</b>	<b>543</b>

(1) Ligne créée en 2013 (2) Ligne supprimée en 2013



unité : million d'€.

	Mois de mai		Cumul à fin mai					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>4 811</b>	<b>5 252</b>	<b>28 406</b>	<b>23 952</b>	<b>30 971</b>	<b>25 454</b>	<b>2 564</b>	<b>1 502</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	26	24	93	49	116	96	23	47
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	278	137	575	625	622	525	48	-100
Développement agricole et rural	1	81	3	38	100	98	97	60
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	17	31	143	63	153	161	10	98
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	2	586	131	40	592	513	461	473
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	22	14	86	114	131	130	45	16
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	29	0	96	816	0	1 320	-96	504
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	0	5 248	845	5 332	572	84	-273
Pensions	4 438	4 379	22 031	21 362	23 890	22 004	1 859	642
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	35	35	35	35
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 640</b>	<b>4 529</b>	<b>42 138</b>	<b>36 758</b>	<b>18 747</b>	<b>14 242</b>	<b>-23 390</b>	<b>-22 516</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	20	13	150	-60	30	29	-120	89
Avances à l'audiovisuel public	287	139	1 437	1 371	796	751	-641	-620
Avances aux collectivités territoriales	7 585	3 575	36 497	35 103	13 925	13 439	-22 572	-21 664
Avances aux organismes de sécurité sociale	725	791	3 809	0	3 808	0	-2	0
Prêts à des Etats étrangers	22	11	232	338	188	23	-43	-315
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	13	6	0	0	-13	-6
<b>Comptes de commerce</b>	<b>596</b>	<b>574</b>	<b>23 153</b>	<b>22 429</b>	<b>23 160</b>	<b>22 286</b>	<b>7</b>	<b>-143</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	71	26	353	291	403	281	50	-10
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	16	64	55	60	46	-4	-9
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 418	1 045	1 418	1 045	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	40	77	132	144	256	214	124	70
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	456	449	21 036	20 763	21 003	20 689	-33	-74
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	10	0	129	119	0	0	-129	-119
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	0	0	0	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	5	20	12	21	11	1	-1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>155</b>	<b>291</b>	<b>575</b>	<b>472</b>	<b>632</b>	<b>550</b>	<b>57</b>	<b>78</b>
Emission des monnaies métalliques	0	0	83	92	51	3	-32	-89
Opérations avec le Fonds Monétaire International	155	291	490	380	579	541	89	161
Pertes et bénéfices de change	0	0	2	0	3	6	1	6
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>14 202</b>	<b>10 646</b>	<b>94 272</b>	<b>83 611</b>	<b>73 510</b>	<b>62 532</b>	<b>-20 762</b>	<b>-21 079</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>14 047</b>	<b>10 355</b>	<b>93 781</b>	<b>83 231</b>	<b>72 931</b>	<b>61 991</b>	<b>-20 850</b>	<b>-21 240</b>

(1) Changement de libellé en 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2013
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	353	165	518
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	0	2
	Autres organismes à caractère financier	201	69	269
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>565</b>	<b>234</b>	<b>799</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 425	-737	688
	Départements	5 029	-2 435	2 595
	Communes	20 110	-1 555	18 555
	Hôpitaux	4 252	79	4 331
	HLM	412	-78	335
	Autres CEPL	19 793	-1 270	18 522
	<b>Total CEPL</b>	<b>51 021</b>	<b>-5 996</b>	<b>45 025</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 921	-635	9 285
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-325	2 036
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 946	767	3 712
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	284	940
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>15 883</b>	<b>90</b>	<b>15 973</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>15 141</b>	<b>-1 915</b>	<b>13 226</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>148</b>	<b>202</b>	<b>349</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	87	-4	83	
GIP	406	170	576	
EPLÉ	1 911	673	2 584	
Autres correspondants	11 271	-340	10 932	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	87	-87	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 763</b>	<b>412</b>	<b>14 175</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>96 521</b>	<b>-6 974</b>	<b>89 547</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>1 103</b>	<b>-471</b>	<b>632</b>
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>1 908</b>	<b>1 312</b>	<b>3 220</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>4</b>	<b>-4</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>3 015</b>	<b>837</b>	<b>3 852</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>99 536</b>	<b>-6 137</b>	<b>93 399</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif (B)</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>99 536</b>	<b>-6 137</b>	<b>93 399</b>



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2013
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 386 154</b>	<b>54 927</b>	<b>1 441 081</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	69 797	1 019 537
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	60 995	847 979
- <i>taux variable</i>	142 413	8 556	150 969
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-21 438	248 377
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-21 861	237 652
- <i>taux variable</i>	9 906	407	10 313
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	6 568	173 168
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>235</b>	<b>-1</b>	<b>233</b>
Dettes exigibles	235	-1	233
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-1	233
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>5 794</b>	<b>-488</b>	<b>5 306</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 392 183</b>	<b>54 438</b>	<b>1 446 620</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> mai jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.